



Direction de la
commande publique

AB/CT/JR

N°2026-023

DECISION DU MAIRE

PRISE LE 13 JAN. 2026

EN APPLICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL RESULTANT DE LA DELIBERATION
DU 1^{er} FEVRIER 2024

OBJET : Contrat n°C26016 relatif à la mise en place d'ateliers mémoire au sein de la salle Roquepine à Soisy-sous-Montmorency.

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU le Code de la Commande Publique,

VU la délibération n°2024-02-01/06 du 1^{er} février 2024 aux termes de laquelle le Maire a reçu délégation d'attribution du Conseil municipal,

CONSIDERANT le souhait de la ville de faire appel aux services d'un intervenant pour la mise en place d'ateliers mémoire, en direction du public sénior de la ville, au sein de la salle Roquepine à Soisy-sous-Montmorency.

CONSIDERANT la proposition de Madame Stéphanie LEBLANC, domiciliée 27 rue de la Borne aux Dames à ERAGNY-SUR-OISE (95610),

DECIDE

Article 1 : d'accepter et de signer une convention avec Madame Stéphanie LEBLANC, domiciliée 27 rue de la Borne aux Dames à ERAGNY-SUR-OISE (95610), pour un montant de 2 415.00 € TTC dans le cadre de la mise en place de 21 séances d'ateliers mémoire, en direction du public sénior de la ville, tous les jeudis, de la date de notification au 02 juillet 2026, de 14h à 15h, au sein de la salle Roquepine à Soisy-sous-Montmorency.

Article 2 : L'inscription des crédits correspondants sur le budget de la ville.

W

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Comptable publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des présentes dispositions.

Article 4 : la présente décision est transmise :

- à Monsieur le Sous-Préfet de Sarcelles,
- à Madame la Comptable Assignataire des Paiement de Montmorency

Le Maire,
Vice-Président délégué du Conseil départemental,

Luc STREHAIANO



Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le : **13 JAN. 2026**

Mis en ligne et/ou notifié le : **13 JAN. 2026**

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le **13 JAN. 2026**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.